

La bataille du Sahara vient de commencer. Les attaques de l'Armée de Libération Nationale se multiplient. Avant d'être entièrement construits, les pipe-lines destinés à pomper le pétrole africain sont menacés dans leur existence. La révolution algérienne va de l'avant.

Pendant ce temps, la gauche française s'interroge et s'agit. Plusieurs intellectuels protestent contre les attentats dont sont victimes certains Algériens de la Métropole. Divers milieux de gauche, à la recherche de « véritables socialistes » en Afrique du Nord, font campagne en faveur du M.N.A. Certains sages prodiguent les conseils aux nationalistes algériens.

Quelle que soit la sincérité de la majorité d'entre eux, tous ceux qui tiennent à l'heure actuelle le haut de la rubrique sur l'Algérie dans la presse de gauche ne montrent que leur totale incompréhension de la révolution algérienne. Tous ils refusent d'accepter le mouvement du peuple algérien tel qu'il est et ils cherchent désespérément à trouver dans les rangs nationalistes leurs équivalents algériens. Dieu merci, il n'y parviennent pas; et c'est pourquoi leur conscience hurle à la mort.

On a souvent accusé les trotskystes de soutenir inconditionnellement une des fractions du mouvement national algérien, qu'ils idéaliseraient ridiculement en lui prêtant tous les traits d'une organisation prolétarienne. G. Martinet, dans un récent numéro de « France-Observateur », a repris l'accusation, avec un brin de jésuitisme qui caractérise cette Nouvelle Gauche si préoccupée de ses rapports avec les chrétiens. En fait, si l'on ne veut pas la confondre avec la conduite irresponsable d'un groupe qui a rompu avec la IV^e Internationale, la position trotskyste apparaît comme toute différente.

Nous considérons les organisations algériennes comme des *organisations nationalistes révolutionnaires* qui se sont fixées pour tâche l'expulsion

de l'impérialisme français de ses terres algériennes. La lutte contre le colonialisme a pris depuis trois ans la forme du combat armé: partis, organisations militaires et syndicats centrent toutes leurs activités sur l'aide à l'Armée de Libération; et c'est leur devoir le plus élémentaire. Grâce à cet effort, la crise de la bourgeoisie française s'approfondit chaque jour. Chaque jour aussi, de plus larges couches entrent en lutte secouant le joug politique et moral de la vieille société. A l'heure actuelle, la lutte militaire prime tous les autres problèmes. Demain, des problèmes nouveaux se poseront qui se résoudront sous l'initiative des masses. La sélection d'une avant-garde révolutionnaire se fait au travers des luttes de masses et des expériences politiques les plus diverses. C'est pourquoi la tâche des révolutionnaires marxistes est d'aider inconditionnellement au développement de la lutte du mouvement national algérien, tel qu'il est, sous la direction qui est la sienne. C'est pourquoi aussi, il est vain de chercher, avant une accumulation de combats politiques, une prétendue tendance « bolchevik » en Algérie.

C'est le F.L.N. qui dirige la lutte armée et influence une majorité croissante de travailleurs algériens. C'est à ce titre qu'il a droit à l'aide inconditionnelle de tous les révolutionnaires. Inconditionnelle signifie que nous ne devons jamais marchander notre aide aux nationalistes. Leurs positions politiques, leurs méthodes de lutte peuvent faire l'objet de discussions. Elles ne doivent jamais servir de prétexte à un refus de solidarité ou à des attaques publiques.

Les trotskystes ont déjà montré leur volonté de défendre la révolution algérienne; ils accentueront encore leurs efforts dans ce sens. Sur la base d'une lutte pratique commune contre la bourgeoisie française se préparera l'avenir, la construction du socialisme en Algérie et en France.

Halte aux crimes du colonialisme en Algérie ?

Depuis des mois, l'opinion publique a été alertée sur la question des atrocités employées contre le peuple algérien et ceux qui soutiennent sa lutte en Algérie.

Les exemples désormais abondent. Il n'est pas de publication tant soit peu honnête qui n'ait publié quelque chose à ce sujet. Et certains récits sont révoltants au plus haut point.

Que ce soit celui de Léone Mezuret, de la femme de Maurice Audin, des lettres d'Algérie sur le régime des camps de concentration, tout concorde pour prouver que la plus atroce répression frappe en Algérie les combattants de l'indépendance du peuple algérien. Tortures et massacres de population s'accumulent. En France même, où la police a toujours utilisé les méthodes les plus brutales contre les travailleurs nord-africains, les tortures sont maintenant utilisées. Elles ont été dénoncées notamment par les avocats de Nord-Africains emprisonnés par la police lyonnaise.

Une Commission avait laborieusement été désignée par Guy Mollet pour connaître la vérité. Elle a travaillé lentement, et puis elle a vu enfin qu'elle ne disposait d'aucun pouvoir.

Successivement trois de ses membres ont démissionné et son rapport reste dans les archives secrètes tant il doit être accablant.

Parmi les cas signalés, celui du jeune savant Audin, disparu depuis plusieurs semaines, donne toute l'ampleur du scandale. Il avait été arrêté par les paras, gravement maltraité selon des informations dignes de foi, et ensuite on annonce... son évasion. Il se serait évadé et aurait depuis lors disparu. Tout le monde comprend ce que cela veut dire. Tout le monde? Non, car un ministre socialiste, Lacoste lui-même, s'indigne au Parlement quand on pose la question: où est Audin? De quel droit ose-t-on poser cette question quand on ne sait pas ce qu'Audin est devenu!

Et dans les cours des prisons d'Algérie et des autres villes d'Algérie, la guillotine fait tomber les têtes des combattants algériens sans que leurs avocats soient même prévenus de leurs exécutions.

Jadis il en aurait fallu beaucoup moins pour que se produisent d'amples manifestations de rue. Nous payons à présent la politique de trahison des directions socialiste et stalinienne. Mais la classe ouvrière, en reprenant la lutte sur le plan économique, sera portée à se ressaisir sur le plan politique. Et la question des tortures ne sera pas omise, et ceux qui ont couvert ces infamies auront à rendre des comptes aux travailleurs.

La bourgeoisie française a-t-elle un plan pour l'Algérie?

De Mollet à Pinay, chacun des candidats à la présidence du Conseil proclame farouchement sa volonté de poursuivre l'effort militaire en Algérie. D'aucun pourraient s'y laisser prendre, croire à un raidissement accentué dans la conduite de la guerre et, donc, dans le domaine intérieur, à un accroissement de la puissance des ultras.

La réalité est toute autre. La crise française est trop profonde pour être due à des difficultés financières, si importantes soient-elles. La cause est ailleurs, dans la poursuite de la guerre d'Algérie. Gaston Defferre, avec toute la véhémence d'un ministre éventuel, l'a bien indiqué dans *Le Monde* du 22 octobre: « Tout sera toujours à recommencer tant qu'on ne se décidera pas à guérir ce qui provoque l'hémorragie financière. »

Si la nécessité d'une solution est évidente, il n'est pas moins clair que le capitalisme ne veut aucun abandon, qui mettrait en danger ce qui subsiste de son vieil empire. III est prêt à accepter une partie des revendications nationalistes des colonies, à condition de maintenir l'essentiel de l'exploitation coloniale. C'est le sens de tous les projets de fédération que défendent maintenant de nombreux politiciens bourgeois.

Dans une telle perspective, il devient possible d'envisager la paix en Algérie: la révolution algérienne constituant son Etat indépendant se verrait encadrée par les directions bourgeoises ou franchement pro-impérialistes des autres pays.

De telles idées existaient depuis plusieurs mois; elles s'expriment maintenant ouvertement. C'est la nouveauté de la crise actuelle. Au Congrès de l'U.D.S.R., François Mitterrand a déclaré: « Il n'y a plus maintenant de petites réformes. Si nous ne faisons pas la réforme globale, alors c'est fini. » Et, Joseph Perrin, secrétaire général de cette organisation, a précisé: « La personnalité algérienne ne peut être dégagée avec le

maintien de liens indissolubles avec la France que par la création d'un Etat algérien autonome et fédéré dans la République française. »

Mitterrand et l'actuelle direction de l'U.D.S.R. représentent une force politique importante de la bourgeoisie qui eut recours à eux, notamment, lors de l'expérience Mendès-France, après Dien-Bien-Phu. Il faut donc prendre en considération leurs opinions. Celles-ci sont d'ailleurs étayées par un rapport de quelques hauts fonctionnaires, c'est-à-dire de ceux qui, par delà les regroupements politiques, sont les défenseurs techniques des intérêts bourgeois. Dans ce rapport, on lit: « La poursuite d'une politique fondée sur la vertu des armes et écartant d'emblée toute vocation de l'Algérie à l'indépendance est une entreprise désespérée... (le développement économique de l'Algérie ne pourra être réalisé que) par un régime fort, capable de susciter l'enthousiasme et disposant de l'adhésion sans réserve des intéressés... C'est pur verbalisme que de prétendre résoudre le conflit actuel par le progrès économique, puisque la condition de tout progrès économique est d'abord dans une restauration de la paix et de la confiance en Afrique du Nord. Le progrès ne viendra pas du dehors, mais de l'action même des populations. »

La voie est clairement indiquée. Nul doute que la décomposition de leur République ne pousse les bourgeois à hâter la marche dans cette direction.

Que les travailleurs le sachent et se préparent à devancer les capitalistes. Car la paix en Algérie peut s'accompagner d'une offensive réactionnaire en France. Voyez plutôt la conclusion du rapport: « Le financement de tels investissements (en Algérie) ne saurait être réalisé par la métropole même, ou par une stagnation du niveau de vie des métropolitains. »

C'est vrai dans le cadre du capitalisme. C'est pourquoi il faut lutter pour un gouvernement des travailleurs.

Le moraliste et la révolution algérienne

Le Prix Nobel de littérature a été attribué à A. Camus. S'il ne s'agissait que de belles-lettres, nous ne dirions rien, notre journal n'ayant pas pour le moment de rubrique à ce sujet. Mais comme il n'est guère commode de séparer absolument la forme et le fond, l'attribution du prix à Camus a été l'occasion de célébrer très largement le « moraliste » dans le lauréat.

Nous n'avons guère envie de traiter longuement de la morale de Camus, faite à partir de banalités pour premières communiantes et qui a l'air de ne toucher qu'avec des princes un monde « absurde ». La morale de Camus s'est très clairement concrétisée. Tout d'abord, lors de sa rupture avec Sartre; en dépit de bien mauvais arguments politiques, celui-ci du moins se situait du côté des masses en lutte, tandis que Camus se dérobait. Cela se précisait mieux ultérieurement. Lors du déclenchement de la révolution algérienne, Camus, originaire d'Afrique, — mettant sur le même plan l'opresseur et l'opprimé, le colonisateur et le fellagha — s'est senti déchiré parce que l'on tournait le dos à sa morale et il a résolu de ne plus s'occuper de la guerre d'Algérie. Cette « morale » là et ce moraliste, sous prétexte de ne pas choisir, font en réalité un choix sans équivoque, celui de l'ordre établi. Et les tenants de cet ordre ne s'y sont pas trompés, en donnant à Camus le prix Nobel.